

## Courrier de la Marche Mondiale des Femmes - N° 143 - 3 novembre 2009

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es. Merci. <http://www.mmf.france.org>

---

### SOMMAIRE

- 1 - RAPPEL : 1<sup>ère</sup> réunion nationale du Collectif unitaire d'organisation de la Marche Mondiale des Femmes 2010
  - 2 - Action du groupe féministe La Barbe le 27 octobre
  - 3 - 25 novembre - contre les violences faites aux femmes : manifestation de nuit en non-mixité
  - 4 - 25 novembre 2009 : rassemblement pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes
  - 5 - Sur les droits des femmes en matière de retraite : communiqué commun CGT, FSU, Solidaires, CNDF, Femmes-Egalité
  - 6 - Assistante sexuelle pour handicapés ou prostitution ?
  - 7 - Colloque à Lyon « Abrogation citoyenne du délit de racolage »
  - 8 - Atelier Forum : L'égalité, c'est pas sorcier ! : le défi féministe, les femmes, le pouvoir et la gauche
  - 9 - L'association « 40 ans de mouvement »
  - 10 - 3<sup>ème</sup> Réunion Nationale des associations de promotion des droits des femmes migrantes
  - 11 - Colloque de la CADAC : "Conquêtes inachevées : la santé des femmes face aux inégalités de genre"
  - 12 - Revue N° 1 des « Poupées en Pantalon »
  - 13 - Radio : Émission "Femmes Libres" Radio Libertaire 89.4
  - 14 - Livre : Choeur de femmes tsiganes
  - 15 - 9 novembre : Gala Ni Putes Ni Soumises au Casino de Paris
- 

### 1 - RAPPEL : 1<sup>ère</sup> réunion nationale du Collectif unitaire d'organisation de la Marche Mondiale des Femmes 2010.

Elle aura bien lieu le samedi 7 novembre de 9h30 à 19h, au local du Snuipp-FSU, 12 rue Cabanis, Métro Glacière.

Nous y débattons de l'organisation française, européenne et mondiale de cette marche ; des lieux et dates possibles ; de ses thèmes ; de l'Appel ; de l'implication des différentes associations et organisations ; de la création d'un secrétariat d'organisation...

Vous pouvez encore vous inscrire : [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org)

### MOBILISATIONS

#### 2 - Action du groupe féministe La Barbe le 27 octobre

Le mardi 27 octobre 2009 vers 16h, le groupe d'action féministe La Barbe a investi la coupole de l'Institut de France à l'occasion de la séance solennelle de rentrée des cinq académies. De mémoire d'Immortel, c'était la première fois qu'une séance était ainsi interrompue.

Alors qu'Eric Orsenna, délégué de l'Académie Française, s'installait au pupitre pour son discours sur l'«Eloge de l'Ombre», 8 femmes du groupe La Barbe ont quitté leurs sièges en portant barbes postiches et panneaux sur lesquels on pouvait lire : «La Barbe», «Félicitations», «Merveilleux», «Exemplaire».

Arrivées sous la Coupole, elles ont salué les académiciens avec révérence avant de se tourner vers le public, puis d'être raccompagnées vers la sortie par les agents de sécurité.

Belle occasion pour les Barbues d'interpeller l'élite de la République, présente à cette séance solennelle : immortels, ministres, haute hiérarchie militaire (...). Sur le tract distribué à l'assistance, La Barbe ironise : « Juliette", un tel prénom sied-il à un académicien et peut-on sans sourire imaginer la personne qui l'arbore siéger au parlement des savants ?(...) Veuillez laisser les immortELLES où la nature

*les place : dans les parterres de nos jardins !* ». Sur 425 académiciens, 31 femmes.

Sur 223 nouveaux élus aux 5 académies depuis 2000, 23 femmes.

Sur 577 correspondants et associés étrangers, 42 femmes. La Barbe !

**Nous contacter** : [labarbelabarbe@gmail.com](mailto:labarbelabarbe@gmail.com) <<mailto:labarbelabarbe@gmail.com>>

0670742533/06781052. La vidéo de l'action et des photos bientôt sur le site:

[www.labarbelabarbe.org](http://www.labarbelabarbe.org) <<http://www.labarbelabarbe.org/>>

### **3 - 25 novembre - contre les violences faites aux femmes : manifestation de nuit en non-mixité**

Le mercredi 25 novembre à 20h30, départ place Saint-Bruno. RDV dès 18h à la MJC Parmentier, 3 rue Parmentier (tram A/B, arrêt Saint-Bruno) pour l'écoute collective de l'émission de radio féministe dégenrée sur cette thématique. Seront présentes des tables de presses d'associations féministes et populaire ainsi que des plats de cultures sénégalaises, chiliennes...

#### *Pourquoi une manifestation de nuit ?*

La peur entretenue de la nuit fait de l'ombre aux violences de la journée... NON, les violences n'ont pas d'heure et elles sont partout : dans les maisons, dans la rue, au travail... En effet, les femmes sont majoritairement agressées par des hommes qu'elles connaissent (conjoint, collègue, voisin, patron, oncle, père...) dans un lieu qui leur est familier.

Cependant, l'espace public reste majoritairement - voire exclusivement - le territoire des hommes, d'autant plus la nuit. En tant que femmes, la rue est un espace de harcèlements, de relinquages, d'attouchements sexuels, d'injures, de sifflements, de ras le bol et de peur des agressions masculines (qu'elles soient physiques, verbales, sexuelles, psychologiques...).

En tant que femmes, on nous assomme de règles de conduites qui restreignent nos libertés : « Ne sors pas toute seule le soir », "ne mets pas de mini-jupes, tu provoques" ou encore « Fais-toi accompagner par un homme ». Ces règles contrôlent nos agissements et qui plus est ne nous donnent pas d'outil pour nous défendre. Et si on ne suit pas ces règles, on a encore plus peur, on est culpabilisées et rappelées à l'ordre...

Pour exprimer notre force et notre parole en autonomie par rapport aux hommes, cette manifestation est organisée entre femmes, filles, lesbiennes, trans, pour toutes les survivantes, celles qui aiment les mini-jupes et les talons, celles qui ont le crâne rasé, celles qui ne veulent pas de relations sexuelles, celles qui sont en galère de fric, celles à qui on dit qu'elles se sont trompées de chiottes, celles qui s'inquiètent pour leurs filles, celles qui ne veulent pas que leur fils devienne un macho, celles qui n'ont pas de papiers, celles qu'en on marre de se faire mater comme un bout de viande, celles qui vivent dans la rue, celles qui veulent embrasser leur copine dans le bus, celles qui sont racisées et exotisées, celles qui se sentent fortes, celles qui ont peur le soir, celles qu'en ont marre des mains au cul, les gouines et fières de l'être, les handies, les travailleuses du sexe, les féministes tant qu'il le faudra, celles qui portent le voile, celles qui ne se ressentent pas "être femme", celles qu'en peuvent plus des blagues sur les blondes de leurs collègues, celles qui veulent se balader la nuit en admirant les étoiles... toutes celles qui reconnaissent des petits bouts de leurs vies dans ces violences et cette oppression.

L'alliance qui est proposée ici, sans les hommes, est celle d'une solidarité entre personnes opprimées par un système patriarcal de domination des hommes sur les femmes. Celui-ci repose sur une division binaire en deux catégories hommes/femmes éduqué-es de manières stéréotypées. Le pouvoir et le contrôle des hommes se maintient entre autres par des agressions sexistes, lesbophobes et transphobes, la peur et la désinformation quant aux moyens de nous défendre.

- Nous désirons créer un espace de partage et de soutien face aux violences faites aux femmes.

- Nous sommes fortes et fières, Nous sommes solidaires et en colère !

- Nous prenons la rue et la parole pour affirmer : la liberté de décider de nos vies partout et toujours !

Marchons la nuit, pour ne plus nous faire marcher dessus le jour !

#### *Manifestation de nuit en non-mixité*

Ces quelques chiffres révoltants sont malheureusement souvent des sous-estimations dues au silence entourant les agressions/violences et aux difficultés de les déclarer : 91,2 % des victimes de viols sont des femmes et des filles, 99 % des agresseur.euses sont des hommes ; D'après l'enquête ENVEFF

(Enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes en France), environ 50 000 femmes de 20 à 59 ans sont victimes de viols par an en France ; seulement 6 % des agressions sexuelles sont déclarées à la police ; plus du tiers des femmes agressées sexuellement dans leur vie l'ont été avant l'âge de 15 ans (ENVEFF) ; En France, une femme meurt tous les deux jours suite à des violences conjugales. ; d'après une étude Suisse, plus d'une femme sur cinq a subi des violences physiques et/ou sexuelles dans le cadre d'une relation de couple... ; dans le monde, une femme meurt toutes les sept minutes suite à un avortement clandestin ; Le taux de suicide des jeunes est 4 fois plus élevé chez les lesbiennes ; 63 % des lesbiennes déclarent avoir été victimes de lesbophobie, le plus souvent dans l'espace public, la famille, le milieu amical, au travail... (enquête SOS Homophobie) ; La transidentité est toujours officiellement considérée comme une maladie mentale, et tous les 3 jours une personne transgenre est assassinée dans le monde (3 assassinats par mois aux USA) ; En France, pour pouvoir changer de papiers d'identités, les personnes trans doivent se soumettre à une stérilisation.

- Nous manifestons contre toutes les violences faites aux femmes, qu'elles se passent dans l'espace public ou dans l'espace privé. La violence des hommes contre les femmes ne connaît ni classe, ni culture, ni religion, ni appartenance politique, en France comme ailleurs.

Nous manifestons contre la peur et la culpabilité inculquées dans la culture et l'éducation des filles.

Nous dénonçons la répression policière et les lois d'exclusion qui rendent encore plus vulnérables aux violences masculines les femmes marginalisées..

- Nous refusons la récupération de ces violences par les pouvoirs politiques à des fins racistes et de contrôle social, au nom de la "sécurité" (vidéo-surveillance, contrôles aux faciès, loi sur le racolage passif...).

- Nous reprenons l'espace public et la nuit par une pratique collective et autodéterminée sans drapeau, ni parti !

- Nous manifestons contre l'économie capitaliste qui écrase d'abord les femmes. Bas salaires, CDD, temps partiels imposés, harcèlement, violences et chantage : les patrons et les hommes rendent les femmes dépendantes de leur argent. 98 % des propriétaires des moyens de production dans le monde sont des hommes, alors que 70 % de la production est assurée par des femmes.

- Nous désirons nous approprier nos corps et ses représentations, sans devoir se conformer aux injonctions de normes oppressantes, réductrices et stéréotypées, véhiculées dans tous les domaines.

Nous dénonçons les violences spécifiques faites aux lesbiennes parce qu'elles s'aiment, affirment leur existence, se réapproprient des espaces, échappent au contrôle des hommes.

- Nous dénonçons également les violences faites aux trans parce qu'ils-elles ne rentrent pas dans la division binaire (homme/femme) de cette société patriarcale.

- Nous voulons être libres de nos actes, de nos choix et de dire NON : où je veux, quand je veux et à qui je veux ! Riposte, autonomie et résistance !

#### **4 - 25 novembre 2009 : rassemblement pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes**

Le Collectif National Droits des Femmes et Femmes Solidaires appellent à un rassemblement à l'occasion de la journée mondiale contre les violences faites aux femmes. Rendez-vous mercredi 25 novembre Place Edouard Herriot à Paris, face à l'Assemblée Nationale) pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes.

## **TEXTES**

#### **5 - Sur les droits des femmes en matière de retraite : communiqué commun CGT, FSU, Solidaires, CNDF, Femmes-Egalité**

Le mardi 27 octobre, à l'occasion de l'ouverture du débat sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2010 à l'Assemblée nationale, une délégation unitaire (CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, collectif national pour le droit des femmes, Organisation Femmes-égalité) a rencontré différents parlementaires : le rapporteur du projet (Denis Jacquat), des parlementaires représentant les groupes PS et GDR (Gauche républicaine et démocratique), et Madame Zimmerman (UMP -

présidente de la délégation de l'Assemblée aux droits des femmes).

Cette délégation unitaire a défendu le bien-fondé des dispositions actuelles en matière de majorations de durée d'assurance accordées pour la retraite aux mères de famille. La délégation a mis en évidence que l'article 38 du projet de loi, qui consiste en la possibilité de partager les 8 trimestres (jusqu'alors réservés à la mère) avec le père, conduirait pour nombre de femmes à une réduction de leur droit à retraite. Cette remise en cause intervient alors qu'il est démontré que les inégalités entre les femmes ayant eu des enfants et les autres salariés restent très importantes au moment du départ à la retraite. La délégation a également fait valoir que leur appréciation était largement partagée puisque, dans un sondage publié en août dernier, plus de 66 % des personnes interrogées se disaient « pas tellement favorables » ou « pas favorables du tout » à une diminution des « avantages accordés aux mères de famille au nom de l'égalité de traitement hommes/femmes... ».

La délégation a contesté l'utilisation par le gouvernement de l'arrêt de la Cour de cassation, invoqué pour justifier cette remise en cause, qui est fondé sur une lecture tout à fait discutable de l'article 14 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La délégation a fait valoir qu'il était possible, en amendant le texte soumis au débat parlementaire, d'assurer le maintien des 8 trimestres pour les mères de famille en les attachant à l'accouchement, la maternité et au préjudice subi au cours de la carrière du fait de l'éducation des enfants.

## **6 - Assistante sexuelle pour handicapés ou prostitution ?**

On le sait pour les contrats d'assurance, il faut toujours lire les petites lignes. Le manifeste «Tous solidaires avec les personnes handicapées», publié sur le site Internet de l'Express et signé par diverses associations et personnalités, le prouve. Jouant sur les mots, il entraîne un certain nombre de signataires dans une embuscade. Comment ne pas adhérer pleinement, de prime abord, à ce manifeste qui défend à juste titre le droit à l'emploi, à l'éducation, à la liberté de circuler, à la mise en place de structures suffisantes, etc.

Mais qu'en est-il des dernières lignes du texte, vite expédiées, et dont les détails sont reportés plus loin dans l'article 2 ? Le «droit à une vie affective et sexuelle» nous est servi l'air de rien en fin de plaidoyer. Oui, mille fois oui, à une prise en compte de la sexualité des personnes handicapées et au respect qui doit l'entourer ! Mais faut-il aller jusqu'à créer, comme aux Pays-Bas, des «assistants sexuels», personnes chargées de fournir elles-mêmes du plaisir sexuel, comme l'idée en est avancée plus loin sur le site et comme songent à le faire des associations de personnes handicapées réunies depuis mars 2008 dans le collectif Handicaps et Sexualités (CHA) ? Le texte fondateur préconise la mise en place de services «d'assistance érotique et/ou sexuelle» avec «l'élaboration de référentiels métiers, de compétence et de formation». Faut-il garantir un «droit à la vie sexuelle», droit qu'il deviendra difficile de dénier à d'autres catégories de population (prisonniers, malades, etc.) ? Et qu'est-ce qu'un «droit à la sexualité» qui implique un «devoir sexuel» pour celles et ceux qui seront chargés de l'assurer ?

Ainsi, un nouvel «emploi» verrait le jour en France. Un «métier reconnu» doté d'une formation et qui, «pour des raisons culturelles» serait en réalité majoritairement exercé par des femmes, pour les «besoins» d'une majorité d'hommes (voir le rapport de Marcel Nuss sur les propositions pour un accompagnement plus humanisé et humanisant et une formation plus adaptée publié en juin 2006). Dans l'idéal, cet «emploi» serait exercé par des personnes issues du domaine médical ou paramédical, à qui serait proposé une formation. Les étudiantes kinésithérapeutes ou aides-soignantes apprécieraient. Une nouvelle fois, les femmes vont payer la note. Renvoyées au sacrifice, à la générosité dont elles sont si prodigues, trouvant une solution au chômage dans un nouveau «métier de service».

Une étape supplémentaire sera franchie. Le service domestique et le service soignant ne suffisant plus, le service sexuel viendra parachever le retour de la femme traditionnelle, oublieuse de soi, de sa propre sexualité, de ses propres désirs. On la paiera et elle aura la satisfaction, n'est-ce pas, de faire une bonne action. Pas de prostitution là-dedans, nous dit-on. Mais quoi, alors ? Comment appeler autrement un «service» rémunéré, comportant des actes sexuels ? Changer un nom suffirait-il à changer une réalité ? Faut-il rappeler que dans les pays où ce «service» existe, il est considéré comme une forme de prostitution spécialisée ? Qu'il ne peut être mis en place qu'à la condition de dépénaliser certaines

formes de proxénétisme, ce qui est le cas aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, tous pays qui organisent la mise à disposition des femmes, avec la bénédiction de l'Etat, au bénéfice de la moitié masculine de la population, handicapée ou non ?

L'incohérence serait totale à l'heure où de plus en plus de textes internationaux, que la France a notamment ratifiés, reconnaissent que l'existence d'une «demande» contribue à l'organisation de la prostitution et à la traite des femmes et appellent les Etats à la décourager !

Comment concilier la création de «services d'assistant(e)s sexuel(le)s» et les mesures préconisées - y compris législatives - à même de dissuader les «clients» des personnes en situation de prostitution ? On note d'ailleurs que certain(e)s signataires du manifeste - Catherine Trautmann, Axel Kahn, Bertrand Delanoë, Jean-Louis Bianco, etc. - ont, à d'autres occasions, exprimé leurs craintes sur la marchandisation de la sexualité ou se sont engagés en faveur de textes défendant la pénalisation des clients prostitueurs. Leur a-t-on vraiment donné tous les éléments sur le contenu du «droit à la vie sexuelle» ?

La prostitution est un des hauts lieux de la violence contre les femmes. En faire un «métier de service», au nom de la détresse - réelle - de quelques-uns, c'est fournir un cheval de Troie à l'industrie du sexe et à ses marchands de femmes qui n'auraient jamais osé rêver d'une telle promotion.

Nous refusons cette nouvelle dérive. Croit-on vraiment respecter les personnes handicapées en créant une loi spécifique qui aboutisse, non à résoudre leur légitime demande de liens affectifs et sexuels, leur besoin de reconnaissance en tant que citoyen(ne)s, mais à se débarrasser d'un problème douloureux en fabriquant une solution marchande ? Et nous demandons ici à Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, de dire ce qu'elle en pense.

*Par CLAUDINE LEGARDINIER Journaliste, MALKA MARCOVICH historienne, SABINE SALMON présidente nationale de Femmes solidaires, ANNIE SUGIER présidente de la Ligue du droit international des femmes*

## COLLOQUES - REUNIONS, MEETING...

### **7 - 6 novembre - Colloque à Lyon « Abrogation citoyenne du délit de racolage »**

Le 2 décembre 1949, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait la Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui. En affirmant dès son préambule que la prostitution et la traite des êtres humains sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine, cette convention onusienne traduisait le constat fait par le mouvement abolitionniste depuis le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle : le système prostitutionnel est un système d'exploitation des plus vulnérables, aux conséquences destructrices sur les personnes prostituées, et qu'il faut combattre sans criminaliser pour autant les personnes prostituées.

La journée d'abrogation citoyenne du délit de racolage que le Mouvement du Nid organise symboliquement à Lyon, près de 35 ans après l'occupation de l'Eglise Saint Nizier par les personnes prostituées et le Mouvement du Nid, s'inscrit dans le cadre d'une série de 7 colloques organisés en 2009 afin d'évaluer les politiques publiques françaises en matière de prostitution. Six thématiques ont été sélectionnées et seront abordées dans les colloques nationaux décentralisés organisés par le Mouvement du Nid :

- Proxénétisme sans frontière : réagir ou laisser faire ? - Lille, 15 mai 2009 ;
- Personnes prostituées étrangères, immigrées clandestines ou victimes de réseaux ? - Metz, 25 septembre 2009 ;
- Prostitution : la réinsertion en danger ! - Tours, 16 octobre 2009 ;
- Prostitution et commerce du sexe : prévenir ou laisser faire ? - Rennes, 22 octobre 2009) ;
- Abrogation citoyenne du délit de racolage - Lyon, 6 novembre 2009 ;
- La prostitution, un job comme un autre ? - Montpellier, 17 novembre 2009.

Le procès citoyen organisé à Lyon fera intervenir des avocats, des personnes prostituées, des juristes et des représentants d'associations. Il permettra au Mouvement du Nid et à ses partenaires de rappeler son opposition ferme à toute mesure de répression envers les personnes prostituées et de

dénoncer le délit de racolage qui pénalise et stigmatise les personnes prostituées alors que le client prostitueur continue à jouir de la plus grande impunité. Cependant, et afin de garantir la qualité des débats, le Mouvement du Nid s'assurera que chacune des parties soit équitablement représentée et veillera notamment à ce que des personnalités défendant de bonne foi le délit de racolage puissent exposer leur point de vue dans le cadre de la défense.

Enfin, le 2 décembre 2009, 60 ans jour pour jour après l'adoption de la Convention de 1949, le Mouvement du Nid et ses partenaires présenteront à Paris les conclusions de l'ensemble des colloques organisés et leurs recommandations pour l'élaboration d'une politique abolitionniste globale et cohérente en matière de prostitution.

Le vendredi 06 novembre 2009 de 9h30 à 16h30, Eglise Saint Nizier, 4 rue Saint Nizier, 69002 Lyon

09h30 • Accueil, Bernard Lemette, Président du Mouvement du Nid

10h00 • La convention du 2 décembre 1949 : les politiques publiques respectent-elles l'engagement abolitionniste français ? Grégoire Théry, Secrétaire général du Mouvement du Nid

10h30 • Conférence : de l'occupation de 1975 à nos jours, quels enseignements sur la dénonciation des différentes formes de répression envers les personnes prostituées ?

A partir des témoignages de personnes ayant connu l'occupation de 1975, les intervenants porteront un éclairage sur l'historique du racolage, ses conséquences et sa dénonciation

12h00 - Déjeuner libre

14h00 - Procès citoyen du délit de racolage - Avec la participation de professionnels du monde judiciaire, le Mouvement du Nid appellera successivement à la barre : plaignants, témoins, accusateurs, défenseurs... pour mettre au banc des accusés le délit de racolage

16h00 - Abrogation citoyenne du délit de racolage - Suite au procès et de manière publique, le Mouvement du Nid énoncera de manière symbolique le jugement du délit de racolage

16h30 - Fin de la journée

Ont confirmé leur participation : Marie-Claude Masson, connue sous le nom de Ulla ; Louis Blanc, Militant du Mouvement du Nid, témoin des événements de 1975 ; Me Vincent Potié, avocat au barreau de Lille ; Me Emmanuel Daoud, avocat au barreau de Paris, membre du groupe d'action judiciaire de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme ; Me Frédérique Ménard-Serrand, avocate au barreau de Paris ; Me Danièle Guéhenneuc, avocate au barreau de Paris.

[www.mouvementdunid.org](http://www.mouvementdunid.org), [www.pourunesocietesansprostitution.org](http://www.pourunesocietesansprostitution.org), [www.prostitutionetsociete.fr](http://www.prostitutionetsociete.fr)

Eglise Saint Nizier, 4 rue Saint Nizier, 69002 Lyon, salle attenante accessible par la rue du Président Edouard Herriot

## **8 - 12 novembre - Atelier Forum : L'égalité, c'est pas sorcier ! : le défi féministe, les femmes, le pouvoir et la gauche**

La place des femmes dans la société - le pouvoir qu'elles ont ou pas - est une question centrale dans tout projet politique. En luttant pour gagner de nouveaux droits les femmes ont fait progresser la société toute entière. Ce mouvement se heurte aujourd'hui à la politique de la droite et à une régression sociale importante dont les femmes sont les premières victimes : retraites, travail du dimanche, fermeture de centres IVG... A coup de choix politiques rétrogrades et de résistances tenaces dans les mentalités, notre société montre encore une grande tolérance vis-à-vis de la domination masculine.

L'émancipation des femmes est toujours une idée neuve, c'est le moment d'en discuter, de faire entendre la voix des femmes, leurs luttes, leurs attentes. A l'heure où les partis de gauche repensent leurs programmes et leurs projets politiques, sont-ils prêts à répondre aux enjeux concrets de l'égalité des femmes et des hommes ? De l'autonomie ? De la liberté de toutes et de tous ? Quelle place nouvelle pour les femmes dans l'entreprise, la ville, l'école, le couple, la famille, les syndicats, les partis politiques ?

Pour changer la société, la politique a besoin de créativité et d'innovation Ouvert à toutes et tous, cet atelier veut enrichir les programmes politiques avec vos expériences, vos critiques et vos idées. Venez dire ce qui vous tient à cœur. Débattons ensemble. Un projet politique pour les femmes et pour la gauche se construit ensemble !

Jeudi 12 novembre 2009, 18h, cinéma l'Etoile, 1, allée du Progrès, 93120 La Courneuve, Tramway 1 : Hôtel de Ville de la Courneuve). Inscription obligatoire à cette adresse : [henriette.zoughebi@gmail.com](mailto:henriette.zoughebi@gmail.com), Salle limitée à 250 places.

Pour travailler en réseau avant le 12 novembre, inscrivez-vous sur la liste de réflexion et de travail : [legalite-cest-pas-sorcier@googlegroups.com](mailto:legalite-cest-pas-sorcier@googlegroups.com)

Responsables de l'organisation : Commission nationale « Droits des femmes/féminisme » : [eackermann@pcf.fr](mailto:eackermann@pcf.fr) ; Henriette Zoughebi : [henriette.zoughebi@gmail.com](mailto:henriette.zoughebi@gmail.com)

### **9 - 19 novembre : L'association 40 ans de mouvement**

Le groupe d'initiative du mouvement de libération des femmes vous donnent rendez-vous pour une réunion à laquelle nous l'espérons, vous participerez largement. 40 ans de mouvements de libération des femmes, ça se fête ! La réunion a pour objet de présenter les projets pour 2010 qui maintenant s'engagent dans la phase de mise en oeuvre, d'impulser encore d'autres initiatives et associer celles qui, isolées, le souhaiteraient, de favoriser les collaborations et la circulation des informations. Etant donné l'heure de cette réunion, un buffet sera prévu mais celles qui le souhaitent peuvent amener quelques denrées de leur choix.

Le 19 novembre de 19h à 22h, Maison des associations du 10ème, 206, quai de Valmy, 01.40.38.80.70 - Métro Château Landon, Louis Blanc ou Jaures. C'est côté rue, dans le bâtiment du Point Ephémère (l'ancien Point P) au bord du canal.

[http://re-belles.over-blog.com/pages/\\_70gt2010\\_Appels-1953529.html](http://re-belles.over-blog.com/pages/_70gt2010_Appels-1953529.html)

### **10 - 20 novembre : 3ème Réunion Nationale des associations de promotion des droits des femmes migrantes**

Organisée par la Coordination Française du Lobby Européen des Femmes (C.L.E.F), Le Forum Femmes Méditerranée (FFM), avec la participation de l'AFEM, Association des Femmes de l'Europe Méridionale, le vendredi 20 novembre de 0h30 à 17h30, Hôtel de région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Marseille, 27, place Jules Guesde, 2ème arrondissement, Métro Jules Guesde (ligne 2) Ou Colbert (ligne 1) Parking Centre Bourse ou Colbert.

9h - 9h30 : Découverte des expositions « Genre, immigration et empowerment » sur le parcours militant de femmes héritières de l'immigration de l'association Ancrages, "Paris, la rue, le 115, errance de femmes sans papiers" du Réseau pour l'autonomie juridique des femmes immigrées et réfugiées (RAJFIRE)

9h30 à 10h00 : Projection de « L'été de Noura » (Pascal Tessaud) ,histoire d'une jeune bachelière dont les parents organisent un mariage forcé à son insu.

10h00 à 10h30 ; ouverture officielle présidée par Michel Vauzelle, allocutions de Sabine Salmon, Présidente nationale de « Femmes Solidaires », Karima Ben Ahlede, Coordinatrice Française du Réseau Européen des Femmes Migrantes, Olga Trostiansky - Présidente de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes, C.L.E.F

-10h30 à 11h00 ; Témoignage et débat sur «Violences» : Christine Jama, Voix de Femmes (Paris), Latifa Drif, coordinatrice du « Réseau Jeunes, Filles confrontées aux violences» et Mouvement Français du Planning Familial (Montpellier), Laure Feldman, médecin au COMEDE-CIMADE, « La mise en place d'un groupe de paroles pour les femmes migrantes victimes de violences », Farida Gourmala, du Collectif Droit des Femmes contre la Double Violence ( Toulouse)

11h00 à 11h45 : Présentation des actions menées pour « L'Egalité Juridique sur le sol français » par Michèle Vianes, Présidente de Regards de Femmes.

11h45 - 12h30 : Présentation du programme de formation par Françoise Morvan, Vice présidente de la CLEF

12h30 - 13h45 : Buffet offert aux participantes

13h45 - 15h00 : Présentation d'expériences locales : Schéhérazade Benmessaoud, de l'association MADE Quartier Bassens à Marseille « Les femmes gitanes et leurs expériences » ; Hajji Terna de l'association Franco Berbère (Montpellier) « La problématique santé chez les femmes

migrantes » ; Samia Chabani, (ANCRAGES) auteure de l'exposition « genre, immigration et empowerment » ; Thérèse BASSE, présidente de l'association ZINGHA « Femmes actrices de la médiation interculturelle » ; Présentation d' expériences européennes (Espagne, Portugal, Italie) et méditerranéennes avec Cherifa KHEDDAR, présidente de Djazairouna(Algérie) et Fouzia ASSOULY ,présidente de la Ligue Démocratique des Droits des Femmes (Maroc)

15h00 - 16h00 : Présentation de la structuration du Réseau par Nicole Renault du Réseau pour l'autonomie juridique des femmes immigrées et réfugiées (RAJFIRE) : Accompagnement à l'emploi, Création d'activités Génératrices de revenus ; Aissata BA, du Groupe de Recherche et Réalisation pour le Développement Rural, (GRDR) : « Professionnalisation des femmes migrantes : obstacles et atouts » Nadia Gasmi-Hedroug de l'association Confluence Méditerranéenne : « L'accompagnement vers l'emploi des femmes à parcours migratoire » ; Expérience de formation par Sophie Rameaux, Directrice de L'association d'aide aux populations immigrées AAPI

16h00 - 17h15 : Compte Rendu de Réunions de Défense des Droits des Femmes Migrantes dans différentes villes de France ; Présentation d'expériences de coopération avec les pays d'origines par : Micheline Cervera, Présidente de Femmes Internationales Murs Brisés (F.I.M.B) ; Damarys Maa-Marchand, Fédération Initiatives Des Femmes Africaines de France et d'Europe ( IFAFE) 17h15 - 17h30 : Horiya Melkrelouf, EKRELOUF, Présidente du Collectif 13 Droits des Femmes : Lancement de la Marche Mondiale des Femmes 2010

-Clôture de la rencontre par Martine Levy, Vice-présidente du Lobby Européen des Femmes

Cette rencontre est organisée avec le soutien du Programme EPIM du réseau des fondations européennes

*S'inscrire à [ffm13@wanadoo.fr](mailto:ffm13@wanadoo.fr) avant le 15 novembre. Les participantes de Province, si elles arrivent la veille peuvent être hébergées chez " l'habitante". Et un repas a lieu le 19 nov à 19h30 au restaurant de Femmes d'Ici et d'Ailleurs au 4 rue Mazagran dans le premier arrondissement*

Pour tout renseignement le tel du FFM est 04 91 91 14 89

## **11 - 5 décembre : Colloque de la CADAC : "Conquêtes inachevées : la santé des femmes face aux inégalités de genre"**

Deux ans après le colloque « Une conquête inachevée ; le droit des femmes à disposer de leur corps », la CADAC poursuit sa réflexion sur les inégalités de genre. A travers le prisme des questions de santé, nous prolongeons nos interrogations sur la société et la place des femmes dans cette société. Comment les mécanismes de domination femmes-hommes se construisent et contribuent à rendre complexe ce qui devrait être simple, l'accès aux soins, à la prévention.

Cette réflexion nécessitera au préalable de repositionner les questions de santé dans le cadre actuel de la loi HPST « Hôpital, patients, santé et territoires » : la marche forcée des restructurations hospitalières démantèle le service public. Ainsi, la fermeture des hôpitaux et maternités de proximité réduit et fragilise l'offre de soins pour l'accès à la contraception et à l'avortement comme pour le suivi de grossesse ou les conditions d'accouchement.

Comment s'établissent les mécanismes pour maintenir les femmes sous contrôle dans la cellule familiale en favorisant toute procréation et en cadrant fortement le droit à la contraception et à l'avortement.

Maintenir les femmes sous contrôle dans un monde du travail où l'organisation leur est encore plus défavorable. Maintenir les femmes sous contrôle par certains dispositifs juridiques (amendement Garraud, inscription sur le livret de famille des enfants mort-nés, gestation pour autrui) où légiférer favorise leur aliénation.

9h - ouverture avec Fatima Lalem

9h30-10h30 : - Politique de démantèlement de la santé : Jean-Marie Sala - Sud-Santé Sociaux ;

Françoise Nay - Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité

- Evolution de la prise en charge de la grossesse et de l'accouchement dans le contexte des restructurations de l'hôpital - Virginie Cossez - Sud-Santé Sociaux

- Désengagement et engagement des hôpitaux publics par rapport à l'IVG, exemple de l'AP-HP, Dr Jean-Claude Magnier - AP-HP



10h30 - 10h45 : Débat

10h5 - 11h00 : Evolution de la politique de santé en matière de contraception et d'avortement : - Comment la politique familialiste continue à se concrétiser ? - Michel Chauvière, chercheur au CNRS

11h00 - 11h45 : Des avancées médicales aux difficultés d'accès aux soins : contraception-avortement, grossesse-accouchement, ménopause

- Politiques mercantiles concernant les molécules utilisées pour l'avortement : un exemple emblématique. Valérie Haudiquet - CADAC

- Prévention de l'ostéoporose : Mise sous condition des remboursements par la Sécurité sociale de la densité minérale osseuse et des traitements médicamenteux. Nora Tenenbaum, CADAC

- Information donnée sur le traitement hormonal substitutif et le risque de cancer du sein. Dr Bernard Asselain - chef du service de bio-statistique, Institut Curie

14h00 - 14h30 : santé des femmes au travail :

- Rôle de la maternité dans l'ajustement du marché du travail. Gérard Filoche, inspecteur du travail

- Femmes et souffrance au travail. Pascale Molinier, maître de conférences au CNAM

14h30 - 14h45 : Effets des violences sur la santé physique et psychique des femmes : Gérard Lopez, psychiatre, Institut de victimologie

14h45 - 15h15 : Débat

15h15 - 16h00 : Paradoxes des dispositifs juridiques pour restreindre les droits des femmes :

- Amendement Garraud, enregistrement à l'état-civil et inscription sur le livret de famille des enfants mort-nés, Maya Surduts, CADAC

- Le primat du biologique et ses inconséquences, Françoise Héritier, professeure au Collège de France

16h00 - 17h00 : Conclusion par la CADAC

*Ce colloque aura lieu le samedi 5 décembre 2009 de 9h à 17h à l'Hôtel de Ville de Paris - Auditorium, Hotel de Ville de Paris, 3 rue Lobeau 75004 Paris. Inscription avant le 1er décembre : [colcadac@club-internet.fr](mailto:colcadac@club-internet.fr). Compte-tenu de la situation financière de notre association, nous avons décidé de demander une contribution dont le montant s'élève à 10 euros et 5 euros pour les étudiant-e-s. La gratuité est assurée pour les chômeuses/chômeurs.*

*Les inscriptions seront validées dès réception du chèque à libeller à la CADAC et adresser au 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.*

## **LIVRES, REVUES, FILMS, SORTIES....**

### **12 - Revue N° 1 des « Poupées en Pantalon »**

J'ai le plaisir de vous annoncer qu'après de nombreuses difficultés le numéro 1 des "Poupées en Pantalon", magazine féminin et féministe est enfin devenu réalité !

Petite présentation des Poupées en Pantalon... Nous sommes un groupe de 11 étudiantes qui avons décidé, au mois de mai 2009, de créer un nouveau magazine féminin et féministe. Notre but, conserver certaines des formes de ce type de presse, adopter un ton assez mordant, parfois léger et ajouter à tout cela plusieurs dossier de fond, qui touchent aux question de genre, de sexualité, d'histoire des luttes féministes.

Notre but n'est pas de rester "entre nous" mais bien d'accueillir un maximum de femmes (et d'hommes) qui ont envie d'écrire sur ces sujets...toutes les idées étant les bienvenues bien entendu. La plus grande difficulté de notre projet, le budget. En effet pour des raisons de visibilité et également du point de vue du public que nous visons, il nous semble essentiel d'exister en format papier...

Nous voulons certes que les militantes et les féministes viennent à nous, mais nous voulons surtout aller vers l'ensemble des femmes. Le meilleur moyen était alors d'être chez les coiffeurs, dans les salles d'attente, dans les gares...et dans les sacs à main.

Loin d'être parfait, ce premier numéro constitue pour nous le premier pas d'une réappropriation... nous attendons vos remarques, vos propositions, vos critiques... et vos idées d'articles ! En souhaitant que cet exemplaire soit le premier d'une longue série...

*Pour vous le procurer il suffit d'envoyer un chèque de 3 euros (prix du magazine ) + 1.60 euros de frais*

de port à l'adresse. Si vous en souhaitez plusieurs...il suffit de multiplier ! *Les Poupées en Pantalon*, 13 Rue de la Ziegelau, 67 100 Strasbourg

### **13 - Radio : Émission "Femmes Libres" Radio Libertaire 89.4**

- Mercredi 4 novembre 18h30/20h30 : Nous parlerons d'amour avec Florence Montreynaud pour son livre : " Un siècle d'amour, de 1900 à nos jours" éd Nathan

- Mercredi 11 novembre 18h30/20h30 : " La femme comme champ de bataille" de Maléi Visniec, avec la Cie 3 culottes et Elisa Millot - Directrice artistique, Stéphanie Bargues (Dorra), Sophie Magnaud (Kate) comédiennes. "Lors des derniers jours de la guerre en ex-Yougoslavie, Kate, psychanalyste américaine, tente d'entrer en relation avec Dorra, une jeune femme des Balkans, violée lors du conflit. Les deux femmes vont devoir mettre à nu leurs propres identités pour espérer se rencontrer et s'entraider. "

Vous pouvez écouter et télécharger l'émission sur le site de Radio Libertaire pendant 1 semaine

\*<http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>\* <<http://media.radio-libertaire.org/php/grille.php>> et téléphoner pendant l'émission au 01 43 71 89 40

### **14 - Livre : Choeur de femmes tsiganes - Info de Marie-Jo Bonnet**

Sortie du magnifique livre de Claire Auzias, *Choeur de femmes tsigane*, avec des photographies étonnantes de Éric Roset aux Editions Égrégores, au prix de 19€, Hypérion diffusion :

[www.egregores-editions.com](http://www.egregores-editions.com)

Claire Auzias a rencontré des femmes Gitanes, Manouches, Yenishes, Sinti, qui ont déposé leur parole dans ce livre. "Polyphonies qui disent leurs fiertés, leurs luttes, leurs défaites, leurs forces. Dans les replis de la vie tsigane, l'émancipation des femmes a aussi frappé. Elle balaie tous les jours les pratiques archaïques. Elle rit. Elle jongle avec le parler familier des femmes d'aujourd'hui. Quarante ans après la naissance du MLF, j'ai composé ce bouquet avec les soeurs romnia qui nous rendent le goût de la liberté, de la pugnacité et ce mélange inégalable de gravité et de légèreté". Un livre remarquable.

*Marie-Josèphe Bonnet*

### **15 - 9 novembre : Gala Ni Putes Ni Soumises au Casino de Paris**

Anne Roumanoff, Camille Chamoux, Claudia Tagbo, ou encore Elisabeth Buffet étaient déjà prévues. Isabelle Alonso et Agnès Soral seront aussi sur la scène... et, nouveauté cette année, des hommes seront aussi de la partie ! AnthonyKavanagh, Jonathan Lambert, Titoff, et Max Boublil s'associeront à Ni Putes Ni Soumises pour envoyer valser les préjugés et le sexisme.

Achetez vite vos places sur la Fnac, en suivant ce lien : <http://www.fnacspectacles.com/place-spectacle/manifestation/Humoristes-GALA-NI-PUTES--NI-SOUMISES-NIPUT.htm>

N'hésitez pas à nous contacter pour plus de renseignements ([infos@niputesnisoumises.com](mailto:infos@niputesnisoumises.com) ou 01534663 00), et surtout, diffusez le message autour de vous !

---

Coordination Française Marche Mondiale des Femmes

25/27 rue des Envierges 75020 Paris - Tél : 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25

mail : [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org), sites : [www.mmf-france.fr](http://www.mmf-france.fr) ; [www.marchmondialesdesfemmes.org](http://www.marchmondialesdesfemmes.org)